



Le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme(CARDH) a condamné l'assassinat et le rapatriement massifs d'Haïtiens au cours du week-end écoulé suite à l'assassinat de deux dominicains. Ce comportement est un acte s'inscrivant, dans la « continuité de la « politique hitlérisme » du gouvernement dominicain », a indiqué le CARDH.

L'organisation de droits humains croit que « toutes les Nations civilisées doivent se rendre compte que la République dominicaine ne peut pas être une exception, et se permettre de saper les fondements de toute la Charte des Nations Unies. Aussi, Elle devra être l'objet de sanctions comme l'exige, par exemple, le Premier ministre de Saint-Vincent et Grenadines ».

Le CARDH appelle à la création d'un Tribunal spécial pour la République dominicaine (TSRD) ou pour saisir la Cour pénale internationale (CPI).

Par ailleurs, l'organisation annonce la création sous peu d'un « Tribunal pénal spécial pour la République Dominicaine.

Le CARDH rappelle que la République dominicaine ne respecte pas ses obligations internationales (respecter, protéger et mise en œuvre), quand il a pris la décision de dénationaliser des centaines de milliers de dominicains d'ascendance haïtienne.